



Un monde malade de la violence de leur société

Ateliers SNCF Quatre-Mares

1er juin 2023

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une infirmière du service de psychiatrie du CHU de Reims a été assassinée par un patient avec des antécédents psychiatriques. Sa mort a évidemment suscité une immense émotion, non seulement auprès de ses proches et de ses collègues, mais dans tout le pays. Ce meurtre résonne plus largement avec une situation de violence quotidienne qu'affrontent tous les salariés de la psychiatrie et de la santé en général.

Mais comment ne pas voir d'où vient cette violence ?

Dans la santé, à l'hôpital public comme dans le privé, elle trahit cruellement le manque de moyens, l'incapacité de faire face aux besoins, de prendre en charge tous ceux qui doivent l'être, dans des conditions de sécurité correctes pour les soignants – et comment séparer ces conditions de sécurité d'effectifs suffisants, pour répondre aux besoins des patients avec respect ? Pourquoi le patient meurtrier, schizophrène, avait-il été sorti de l'hôpital psychiatrique ? Pour faire de la place, on fait sortir des malades, qui, pour certains, peuvent être de véritables bombes à retardement. Oui, il faut des moyens pour la santé, c'est urgent. Macron et le gouvernement versent des larmes de crocodile ! Mais qui a fermé des lits depuis des années, y compris en pleine pandémie ?

Le seul langage du gouvernement : la surenchère sécuritaire

Presque au même moment, trois policiers décédaient dans un accident de voiture, percutés par un conducteur alcoolisé. Là, Macron et ses ministres se sont précipités pour leur rendre hommage. Et, surtout, en profiter pour reprendre le vocabulaire de l'extrême droite en dénonçant la « décivilisation », expression puisée dans le vocabulaire des racistes.

Oui, leur société est violente ! Comme l'a montré le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avec son opération Wuambushu à Mayotte où il s'en est pris aux « migrants » parqués dans des bidonvilles détruits par les bulldozers du gouvernement. Comme le montre la loi sur l'immigration du même Darmanin. Comme le montrent leurs flics sitôt que

des travailleurs manifestent ou font grève, comme la semaine dernière aux portes de Vertbaudet dans le Nord.

Les Macron et autres Darmanin s'y connaissent bien en termes de violence ! Eux qui prétendent imposer au pays entier une loi sur les retraites dont personne ne veut, en dehors du patronat. Personne, et pas la lauréate de la Palme d'or Justine Triet, qui l'a rappelé jusque sur la tribune du festival de Cannes !

Pas question de tourner la page des luttes !

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme bloque le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». Et après le 6 juin, quelles seraient les suites ? Attendre le baroud d'honneur des députés le 8 juin ?

Le 6 juin, nous devons être à nouveau des centaines de milliers dans la rue. Non parce que nous aurions quelque illusion sur le projet de loi déposé par les politiciens de Liot. Mais parce que nous voulons en finir avec ce gouvernement et ceux qu'il sert : les patrons.

Ne comptons que sur nous-mêmes

S'unir dans la lutte pour arrêter les attaques patronales, pour répondre à la violence des capitalistes et de leur système, ce serait le seul moyen d'affronter cette soi-disant « décivilisation ». Un combat tous ensemble contre les maîtres de ce monde, qui sont en train de nous emmener à la barbarie pour sauver leurs milliards de bénéficiaires. Un combat qui passe par la construction de toutes les luttes contre les attaques des capitalistes, et par l'organisation pour en finir avec cette société de misère et d'exploitation. Pour les salaires et les revenus, contre les licenciements, contre le racisme, contre la guerre et la crise écologique, face au capitalisme, organisons-nous !

6 juin : manifestation à Rouen, 10h Clémenceau

À Dijon, une grève contagieuse

À Dijon, la direction a essayé d'éteindre la colère naissante au Poste d'Aiguillage Informatique en proposant rapidement une prime. Mais en faisant ça, elle a envoyé le message qu'elle était faible, y compris aux postes autour. Les collègues de l'EIC de la région ont donc largement rejoint le mouvement pour dire que les problèmes sont partout les mêmes : le travail de nuit sous-payé, les salaires trop faibles, etc.

Résultat : un week-end de l'Assomption noir sur la région, avec des trains supprimés et d'autres détournés. En AG, les problèmes ont été discutés collectivement. Et si la direction régionale semble provisoirement essayer de faire revenir le calme à coups de primes générales, elle ne fait que prouver que la grève est notre seule arme !

À la SNCF aussi le travail tue

Le 15 mai, la justice a reconnu la « faute inexcusable » de la SNCF concernant le suicide de Julien Pieraut, électromécanicien au technicentre de Pantin, en mai 2018.

À la SNCF comme partout ailleurs les méthodes de la direction, les cadences, les conditions de travail, la pression rendent le boulot bien trop souvent insupportable. Pour Julien ce fut l'éloignement de son lieu de travail et surtout le refus de la SNCF de lui accorder une mutation ou un appartement pour réduire ses temps de trajet qui l'auront poussé à cette extrémité. Il aura fallu 5 ans mais pour une fois la justice condamne l'entreprise. Les quelques dizaines de milliers d'euros versé aux parents de Julien sont dérisoires au regard de cette vie perdue mais ils mettent au grand jour la responsabilité de la direction.

Il fallait que cette responsabilité soit reconnue mais ce n'est évidemment pas cette condamnation qui suffira à forcer la direction à nous traiter autrement. Pour mettre fin à ces méthodes qui mettent à mal le moral et les corps et qui, parfois, tuent, ne comptons que sur nos propres capacités pour imposer au patronat nos conditions ! La lutte c'est le meilleur hommage que nous puissions rendre à Julien et aux centaines de morts du travail chaque année.

Fret ferroviaire menacé : catastrophe sociale et climatique

Dans la droite ligne de la dégradation constante du service public de transport de voyageurs, après les suppressions de trains, de lignes petites ou grandes et de postes en gare, c'est maintenant le fret ferroviaire qui est menacé. À cause de la privatisation des marchés rentables en ne gardant que ceux qui génèrent des pertes, la branche fret de

la SNCF est visée par une enquête sur ses financements, ce qui la menace de disparition. Et ce au profit du « tout-camion » : flexibilité oblige. Au nom de la libre concurrence et de la course aux profits pour quelques-uns, le gouvernement a, une fois de plus, orchestré une catastrophe sociale et écologique. Peu lui importe que ses décisions entraînent des licenciements, des suppressions de postes et l'augmentation du trafic routier avec son cortège de pollution et de conditions de travail déplorables.

Ils s'en fichent

Un récent rapport sur la transition écologique préconisait de mettre en place un impôt spécial sur le patrimoine des plus aisés pour financer l'énorme chantier de la lutte contre le réchauffement climatique.

Faire payer les riches, en voilà une bonne idée, bien que minimale, que le gouvernement s'est empressé de passer sous le tapis. La transition telle qu'il la conçoit doit être indolore pour les grandes fortunes, si ce n'est rentable ! Il s'agit donc de nous faire travailler plus tout en taillant dans les budgets sociaux, d'accorder des crédits d'impôts aux patrons tout en augmentant les taxes sur la consommation populaire.

Et si tous ces cadeaux ne suffisent pas à intéresser les capitalistes à l'écologie, alors... au diable l'écologie ! Le profit d'abord. Face à ce programme de guerre sociale et de destruction de l'environnement, opposons nos revendications pour vivre correctement sur une planète habitable.

Mayotte : reprise de l'opération anti-pauvres et antimigrants

Après un mois de suspension, l'opération Wuambushu (« reprise » en mahorais) a repris de plus belle. Les pelleteuses sont entrées en action pour démolir les cases en tôle de Talus 2, l'un des plus importants bidonvilles de cette île de l'océan Indien, un des territoires les plus pauvres de la République. Et ce « décasage » concerne non seulement les migrants comoriens sans papiers mais tous les habitants, quelle que soit leur nationalité. . Le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin s'est du coup vanté avec cynisme que « le volontarisme politique paie », histoire de montrer à l'extrême droite qu'il est plus efficace qu'elle pour appliquer des mesures racistes. Pas de quoi s'en vanter.

nparouen.communique@gmail.com

www.facebook.com/NPAaggloRouen

www.instagram.com/npa_rouen_agglo